

# Montreuil

## à gauche

Journal d'opinion  
des citoyens montreuillois  
Numéro 3 • Avril 2009



### Édito

Les 29 janvier et 19 mars dernier, la France a connu une mobilisation importante du public comme du privé : baisse du pouvoir d'achat, mise en extinction du service public et licenciements massifs sont autant d'enjeux qui impliquent résistance et détermination. Après l'annonce de N. Sarkozy de supprimer la taxe professionnelle qui dans de nombreuses villes, comme à Montreuil, "permet de financer une politique sociale forte", Bercy a fait état de 450 millions d'euros restitués aux contribuables bénéficiaires du bouclier fiscal. Le président de la République continue manifestement de privilégier les classes les plus aisées.

Dernier recours des habitants frappés par des difficultés de toutes sortes, la municipalité se devrait de développer une politique de résistance aux décisions et projets funestes du gouvernement Fillon. Or il semble que la majorité municipale ne mesure pas l'ampleur de la dégradation des conditions sociales d'existence d'une majorité de Montreuillois. C'est ainsi que les loyers à l'OPHM ont été augmentés, que des subventions aux associations qui jouent un rôle important dans nos quartiers ont été réduites, voire supprimées, que le projet d'alignement de la directrice de l'hôpital A. Grégoire sur les desideratas de madame Bachelot est développé comme un progrès dans "Tous Montreuil"... La concertation avec les habitants, sur des projets qui engageront la ville sur de longues années est bâclée...

Les montreuillois sont en droit d'attendre de la part de la majorité municipale des actions concrètes et non de simples propositions dont le financement n'est sans surprise jamais précisé !

Dans ce contexte, épaulé des 4 élus de la Gauche Unie et Citoyenne, Montreuil à gauche reste aux côtés des montreuillois pour venir éclairer le débat.

Bonne lecture à toutes et à tous...

**NORDINE RAHMANI**  
Membre du bureau du Comité  
des Citoyens Montreuillois

### Informations pratiques

Pour nous contacter :  
Groupe Gauche Unie et Citoyenne  
45, rue du Capitaine Dreyfus,  
93100 Montreuil

Tél > 01 49 88 72 40  
Fax > 01 48 59 26 52  
[www.montreuilagauche.org](http://www.montreuilagauche.org)



**Déjà, il y a cette campagne d'affichage dans toute la ville sur le thème... « Bientôt Vélib' arrive à Montreuil ». Une campagne qui fait assez mauvais genre et qui raisonne comme une vraie provocation à l'égard des très nombreux Montreuillois qui ne verront aucune borne Vélib' près de chez eux et qui sont les oubliés de l'affaire.**



**N**ous sommes légalement obligés de nous contenter du rayon de 1,5 kms pour l'implantation des bornes dans Montreuil, pourquoi pas le même rayon pour ces affiches ?

Mais, plus inquiétant encore, c'est l'annonce en séance du Conseil municipal du 5 mars, par l'adjointe à la maire en charge des transports de l'abandon, par la majorité, d'un projet d'interconnexion entre le système parisien et un système couvrant le haut Montreuil. Ce qui est finalement à l'étude c'est de la location longue durée de vélos électriques. Plus rien à voir avec le projet d'un système compatible avec Vélib' qui avait été promis et surtout plus rien à voir en terme de service à la population, de couverture du territoire et de coût !

Le principe d'implantation des Vélib' avait été voté à l'unanimité lors d'un précédent conseil, grâce à un amendement de la minorité intégrant le principe d'obligation de recherche de moyens d'interconnexion garantissant une couverture de l'ensemble du territoire de Montreuil.

Madame VOYNET avait promis « un système commun et complémentaire au Vélib' » avec les villes voisines. Force est de constater que le projet a du plomb dans l'aile et qu'une fois encore, ce sont les habitants du haut-Montreuil qui vont en faire les frais.

Le projet est enterré au profit d'un système qui ne répond pas aux enjeux modernes de la mobilité auquel le libre-service répond. La proposition de la majorité est territorialement et financièrement aussi injuste que discriminatoire.

**GAYLORD LE CHEQUER**  
Conseiller municipal

**Secrétaire général du Comité des Citoyens Montreuillois**

### NOUS VOULONS UN SYSTEME DE VELOS EN LIBRE SERVICE, COMPATIBLE AVEC VELIB'. NOUS SIGNONS LA PETITION

Nous demandons à la municipalité de ne pas renoncer au projet d'implantation de stations de vélos en libre service couvrant l'ensemble du territoire de Montreuil et garantissant l'interopérabilité avec le réseau Vélib'.

Nom .....

Prénom .....

Quartier .....

Courriel .....

Une pétition à l'initiative de

Signature



## En bref

### Nos concitoyens musulmans méritent mieux qu'une mosquée au rabais

C'est par un article du journal Le Parisien que nous l'avons appris, madame VOYNET ne veut plus de mosquée pour les Montreuillois de confession musulmane, elle propose à la place... une salle polyvalente ! Encore une fois une annonce sans rencontre, ni concertation préalable avec la fédération des associations musulmanes de la ville. Une salle polyvalente n'est pas une mosquée. Proposerions-nous un gymnase à nos concitoyens catholiques ? Un garage à nos concitoyens protestants ? En remettant en cause le projet de construction d'une mosquée pourtant largement engagé, madame Voynet prend une décision discriminatoire en matière de lieux de cultes.

### Services communaux un projet d'organigramme... sans projet politique

Après un rappel à l'ordre courtois mais ferme de la part des organisations représentatives du personnel communal, pour avoir tenté d'imposer un projet de nouvel organigramme des services sans concertation, l'élu au personnel et madame Voynet ont finalement mis en place un peu de concertation et de dialogue. Ce qui est à regretter c'est que le nombre d'agents de catégorie C concertés est quasi nul alors qu'ils représentent près de 80 % des effectifs du personnel communal. Mais pire encore, aucune lettre de cadrage, aucun cadre politique, aucune politique sectorielle n'a été mise sur la table. Résultat ? Un projet de réorganisation des services à l'aveuglette.

### Organigramme encore...

C'est sur la base du budget relatif aux frais de personnels voté en décembre dernier que doit être mis en œuvre le nouvel organigramme des services. Mais, pas un euro de plus ne sera accordé. Comment est-il alors possible de financer 1 poste de directeur général adjoint supplémentaire, 4 ou 5 postes de directeurs supplémentaires, 1 poste de chef de service, 2 postes de chefs de missions et tous les frais qui vont avec la création de nouvelles directions et de nouveaux services ? Réponse : Il s'agit surtout « d'éliminer les doublons » et de demander « un effort au personnel communal en termes de remplacements et de renforts ». (Emmanuel CUFFINI. In Montreuil Dépêche).

## Démocratie locale et participative : Paroles, paroles !



*Dans un document déclinant son programme électoral, la liste : « Montreuil, Vraiment », voilà un an, écrivait sous la forme d'un engagement : « Nous redonnerons un sens à des mots galvaudés, information, concertation, participation ». Dans une ville qui, bien avant la loi, avait, notamment, installé 14 conseils de quartiers et tenait tous les deux ans, les assises de la citoyenneté, la critique était un peu sévère. Soit ! Mais, maintenant que se passe-t'il donc en matière de démocratie participative ?*

**N**ous avons choisi, dans une actualité fournie, deux exemples illustratifs de l'imposture de la majorité nouvelle en ce domaine :

- ❖ **Concertation sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD).**  
*Invitations lancées en catimini, avalanche d'exposés techniques, temps limité pour le débat, le tout avec un peu plus de 100 personnes dans une ville de 102 000 habitants. Une synthèse à la mairie avec à peine 60 Montreuillois. Est-ce ainsi qu'on prépare l'avenir de notre ville pour les vingt années qui viennent ?*



Concertation en catimini : la preuve par l'image

- ❖ **Règlement intérieur du Conseil municipal**  
*Refus de la sénatrice-maire d'associer les élus à la rédaction d'un règlement qui s'appliquera pourtant à tous, restriction du droit d'accès des élus aux documents de séance, mise en place d'un conseil municipal à blanc duquel seront exclus les habitants, restriction de la retransmission télévisée en direct du conseil municipal. Voilà pour le respect des conseils municipaux et celui des débats dans l'assemblée délibérante !*

*En fait, derrière les propos péremptoirs, les actions pour une démocratie vivante sont loin des attentes et bien en dessous de celles initiées avant mars 2008. Quand elle proclamait que : « Montreuil mérite un maire à temps plein », madame VOYNET était sur le même registre : celui de la démagogie.*

*Nous sommes préoccupés par cette posture car comment le sentiment d'appartenir à la cité peut-il se concrétiser si la gestion n'encourage pas plus la participation des habitants ?*

*Il ne suffit pas de constater que le désengagement social, le repli individualiste, la frénésie de consommation et l'obsession sécuritaire marquent nos villes. C'est par une volonté farouche des élus de prendre en compte la parole des gens que l'avenir garantira l'investissement citoyen.*

*Pour que cette culture politique persiste et grandisse, il faudra plus que des titres accrocheurs et de belles photos couleur dans le journal municipal.*

**CHEICK MAMADOU SY**  
**Président du groupe Gauche Unie et Citoyenne**  
**Membre du bureau du CCM**

# La culture malmenée !



**L**es orientations politiques de Nicolas SARKOZY dans le domaine de la culture provoquent beaucoup d'inquiétudes et de résistances. A sa lettre de mission pour madame ALBANEL, ministre de la culture, faisant de l'obligation de résultats une fin, est arrivé un budget

2009 dans lequel l'économie risque de redessiner tout le paysage artistique. Sous son règne, l'art et la culture seront rentables ou ne seront pas !

A l'évidence, dans ce domaine aussi, la néfaste logique des transferts de charges vers les collectivités territoriales se poursuivra et Montreuil n'y échappera pas.

Plutôt que d'appeler à l'action, de négocier avec discernement, d'inviter à la réflexion et au dialogue, madame VOYNET et sa majorité municipale font fi de cette situation nationale préjudiciable pour les associations en général et pour les acteurs culturels de la ville en particulier et engagent à leur tour le sabrage des subventions aux associations et indiquent que l'élitisme préside trop souvent dans les activités culturelles proposées à Montreuil.

La ville, jusqu'alors, avec ses 3000 artistes et créateurs, 140 compagnies de théâtre, allant des professionnels aux amateurs, n'a jamais été tentée par une culture, un art officiels ou par un académisme sous sa forme la plus dogmatique. Par cette posture, elle est devenue une cité attractive, vivante où les partenaires culturels privés et associatifs sont partie prenante d'une politique publique, notamment par le biais de conventions pluriannuelles aujourd'hui dénoncées.

La brutalité des réductions de subventions, voire la remise en cause des accords conventionnels sont préjudiciables à cette dynamique.



**L'idée que le peuple ne comprend rien à certaines créations et que seule la demande du public compte est une voie perverse et appauvrissante. Populaire et populisme ne se confondent pas !**

Le projet à Montreuil a toujours été de rendre accessible au plus grand nombre le patrimoine culturel et la création. Mais, pour autant, les critères quantitatifs n'ont jamais été exclusifs dans l'appréciation portée sur la qualité des prestations offertes. L'idée que le peuple ne comprend rien à certaines créations et que seule la demande du public compte est une voie perverse et appauvrissante. Populaire et populisme ne se confondent pas !

« Le théâtre doit faire de la pensée le pain du peuple » écrivait Victor HUGO, voilà un bon sujet de réflexion pour le prochain séminaire des élus de la majorité !

**DANIÈLE CREACHCADEC**  
**Conseillère municipale**  
**Membre du bureau du CCM**

*A entendre les déclarations de l'équipe municipale ou à lire les assertions du journal municipal, on pourrait presque croire qu'aucune association n'a été concernée par les baisses, coupes, suppressions de subventions ou remises en cause de conventions.*

**Afin de faire toute la clarté nous appelons les responsables associatifs montreuillois à nous faire part de la réalité de leur situation.**

**Une fois ce recensement effectué, nous nous engageons à rendre public les résultats de cette enquête.**

Nom de l'association ..... Nom du responsable .....

Nature de l'activité ..... E-mail .....

Montant de la subvention initiale .....

Subvention en baisse de .....  Supprimée    Autre cas .....

Lors de la restitution de ce recensement,

J'accepte que le nom de mon association soit rendu public

Je ne souhaite pas que le nom de mon association soit rendu public

**Coupon à nous renvoyer à ✂ Groupe Gauche Unie et Citoyenne C/o CCM  
45 rue du capitaine DREYFUS 93 100 MONTREUIL**

# En bref

29 janvier, 19 mars  
et après... ?

C'est indéniable, le Président Sarkozy et le Premier ministre font preuve du pire mépris à l'égard du mécontentement qui gonfle et qui s'alimente de toutes les inégalités et injustices sociales et fiscales dont nous submerge l'actualité. Malgré 2,5 millions de manifestants dans les rues le 29 janvier et 3 millions ce 19 mars, le gouvernement garde le cap, celui du renforcement des privilèges. En refusant de remettre en cause le bouclier fiscal qui est pourtant l'emblème de cette politique injuste qui vise à enrichir les plus riches, N. Sarkozy s'enfoncé dans toujours plus d'injustice.

Nos concitoyens de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion, ont fait la démonstration, par leurs luttes, longues et massives, qu'il est possible de faire bouger les choses. Nous ne nous résignons pas à voir Total, Valéo, Continental... fermer des sites, supprimer des emplois, licencier..., en dépit des profits que les gros actionnaires de ces entreprises engrangent. L'unité syndicale permet de maintenir la pression pour qu'enfin les choses bougent. En prolongeant et en amplifiant la mobilisation du 19 mars, nous donnerons force à un mouvement en faveur de plus de justice sociale, de plus de justice fiscale. Les élus du groupe de la Gauche Unie et Citoyenne y sont prêts !

## Vive les mariés !



Le code général des collectivités territoriales autorise tout conseiller municipal à célébrer un mariage. C'est ce que fait Jean-Pierre BRARD à chaque fois que la demande lui en est faite, ici encore tout récemment.

**POUR SOUTENIR LA PUBLICATION DE CE JOURNAL, VOUS POUVEZ NOUS ADRESSER VOS DONTS. PAR CHÈQUE, À L'ORDRE DE**

**"association de financement du CCM",  
CCM, 45, rue du Capitaine Dreyfus,  
93 100 Montreuil**

Contactez "Montreuil à gauche"  
☛ [montreuil-agauche@orange.fr](mailto:montreuil-agauche@orange.fr)

Elections européennes du 7 juin 2009 : le front de gauche pour changer d'Europe



# C'EST PARTI !

## Un espoir à gauche !

**Enfin un nouveau né à gauche, le Front de gauche qui n'émette pas mais rassemble. Alors que Sarkozy enfonce le pays dans la crise en refusant obstinément d'augmenter le pouvoir d'achat qui seul peut relancer l'activité économique tout de suite. Alors que les banques continuent de réaliser des bénéfices invraisemblables (3 milliards € pour la BNP, 2,7 milliards € pour la Société générale, alors que les grands groupes, comme Renault et Total, continuent de supprimer des emplois tout en bénéficiant de la complaisance de l'Etat et continuent de distribuer des dividendes confortables aux actionnaires et des salaires mirobolants aux hauts dirigeants.**

**B**eaucoup se demandent : Comment en sortir ? Il n'y a rien à attendre de Sarkozy. Il faut une vraie politique de gauche qui redonne du pouvoir d'achat, garantisse le logement, la santé, le travail l'école en particulier et qui rétablisse une fiscalité plus juste qui pèse beaucoup plus sur les plus riches qui paient si peu d'impôts. Il faut pour cela sortir de la confusion qui fait que nos compatriotes ne savent plus si la gauche est vraiment la gauche. Il faut définir une vraie politique de gauche qui dise clairement ce que l'on va faire et comment on va le financer. C'est possible. Il n'y a jamais eu autant de richesses dans notre pays. Il faut revenir à une répartition plus juste des richesses produites dans le travail et qui sont confisquées par une minorité de privilégiés. Les 29 janvier et 19 mars, nos concitoyens sont descendus dans la rue pour que ça change. Nos compatriotes des Antilles et de la Réunion ont fait la démonstration que, dans l'union et grâce à l'action, il est possible de faire reculer le gouvernement et les privilégiés dont il est le porte-voix.

*La gauche doit entendre cela, sortir de ses divisions, se rassembler sur des propositions claires et fortes pour sortir de la crise.*

*En ce printemps, commençant, un rayon de soleil est apparu. Le Parti communiste de Marie-George Buffet et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon viennent de s'unir pour les élections européennes et de former le Front de Gauche. Ils viennent d'être rejoints par la Gauche unitaire de Christian Piquet avec ses amis du NPA d'Olivier Besancenot, lequel se refuse à l'unité, affaiblissant la gauche et laissant le terrain libre à Sarkozy. Ainsi, non seulement une raison d'espérer se fait jour, mais aussi une volonté de donner ensemble un débouché politique au mouvement social qui prend de l'ampleur. Le Front de gauche peut-être le début d'un mouvement qui se lève rappelant les temps forts de notre histoire qui permirent à notre peuple de connaître d'extraordinaires avancées sociales comme le Front populaire.*

**La gauche doit entendre cela, sortir de ses divisions, se rassembler sur des propositions claires et fortes pour sortir de la crise.**

*À Montreuil, le Parti communiste, le Parti de gauche ont rejoint le Front de gauche auquel les élus du groupe de la Gauche Unie et Citoyenne ont apporté leur soutien. Les élections européennes peuvent être une étape très importante pour une avancée de l'unité à gauche. Gageons que le Front de gauche peut-être la première hirondelle annonçant des temps meilleurs si nous savons nous unir et agir pour aller vers les conquêtes nécessaires au redressement de notre pays.*

**CHEICK MAMADOU SY, GAYLORD LE CHEQUER,  
DANIÈLE CREACHCADEC ET JEAN-PIERRE BRARD  
Les élus du groupe Gauche Unie et Citoyenne**